À mesure que la crise - et la paralysie politique qui en découle - se poursuit et s'approfondit, la probabilité de nouvelles élections législatives se renforce. Or, de nouvelles élections ne feront que polariser encore plus les positions entre les différentes «familles communautaires» des partis traditionnels, et entre les deux principales forces que sont le PS et la N-VA.

Pour la LCR, seule une intervention déterminée du mouvement ouvrier , à travers une lutte d'ensemble contre la crise, l'austérité et les menaces de démantèlement de ses conquêtes au niveau fédéral, peut dégager les conditions favorables à une résolution démocratique et sociale de la crise belge, dans le respect à la fois des droits sociaux et du droit des peuples.

Les forces politiques à gauche de la social-démocratie et des verts peuvent - et doivent – s'atteler en priorité à populariser cette tâche, à encourager les luttes et les résistances, à les faire converger. Mais nous estimons également qu'elles doivent, dès maintenant, se préparer, ensemble, à l'éventualité de nouvelles élections..

Dans ses grandes lignes, notre appel lancé au mois d'avril dernier, avant les élections de juin 2010, garde toute son actualité et sa pertinence. Car, plus que jamais, il s'agit d'unir nos forces afin de présenter une alternative réellement à gauche, dans la rue comme dans les urnes, face aux multiples périls et menaces qui s'amoncellent chaque jour un peu plus sur les travailleurs-euses et les allocataires sociaux.

Une vaste offensive capitaliste a été lancée à l'échelle de toute l'Europe, afin de faire payer à la majorité sociale les frais de la crise par des mesures d'austérité d'une brutalité inouïe. En Belgique, cette régression sociale risque bel et bien de se combiner avec une réforme de l'Etat qui vise à accelérer la mise en concurrence et le dumping social et fiscal entre les

travailleurs-euses des trois Régions du pays.

En outre, tout cela se produit dans un contexte inquiétant de « dérives » sécuritaires, répressives et antidémocratiques, et d'une montée du racisme et du sexisme sur lesquels surfent les forces de droite et d'extrême droite les plus réactionnaires, comme on le voit partout ailleurs en Europe.

Dans un tel cadre, une dispersion des forces à gauche de la social-démocratie et des verts aux élections serait particulièrement contre-productive. Pour la LCR, le principe de « l'unité dans la diversité » doit constituer - au-delà des divergences qui existent - le socle d'une vaste alliance électorale d'une gauche 100% à gauche.

En Belgique francophone, un pas important a été franchi avec la constitution de listes « Front des Gauches » en juin dernier, qui ont obtenu un score estimable au vu des délais et des conditions découlant d'élections anticipées. Le PTB, quant à lui, a eu un très bon résultat électoral.

La LCR plaide avec force pour que, en cas de nouvelles élections, un cartel entre le PTB et le FdG puisse se constituer, à la fois sur des bases claires et souples, et tout en laissant également la possibilité d'inclure d'autres forces existantes à l'échelle locale ou régionale, comme « Egalité » à Bruxelles.

Seule une unité entre toutes nos forces peut offrir un point d'appui sérieux et crédible pour ceux et celles qui ne se résignent pas à la situation actuelle, pour ceux et celles que les menaces inquiétent et qui veulent exprimer un vote de rejet clairement à gauche, en rupture avec le capitalisme et sa gestion néolibérale.

Seule une telle unité peut également constituer un point d'appui solide face à la pression du prétendu « vote utile », qui sera particulièrement énorme, avant tout en faveur du PS. Un PS social-libéral qui, tôt ou tard, assumera avec les autres ses « responsabilités », afin d'imposer une régression sociale sans précédent, comme le font aujourd'hui les partis socialistes en Grèce, dans l'Etat espagnol et au Portugal.

Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), 21/10/2010